

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 MARS 1910.

Projet de loi établissant un fonds spécial pour la protection
des ouvriers belges travaillant à l'étranger.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Une vague de protectionnisme paraît submerger certains pays voisins où la Belgique trouvait jusqu'ici d'importants débouchés.

L'on songe à élever des barrières pour interdire non seulement les produits, mais aussi le travail belge, même lorsqu'il se développe en terre étrangère.

Ce n'est pas l'endroit ici de discuter les théories du protectionnisme ou du libre-échange, ni d'indiquer quelles sont les déplorables conséquences de toute guerre douanière, des batailles à coups de tarifs en surenchères continuelles. Nous n'insisterons pas davantage sur cette hérésie économique : fermer le marché à l'offre des bras là où la diminution de la natalité met l'industrie nationale dans un état d'infériorité évidente, dans des régions industrielles et agricoles où se manifeste la difficulté de recruter le personnel ouvrier.

Nous entendons faire œuvre pratique : défendre les intérêts belges et surtout les ouvriers belges contre des mesures de nature à les atteindre dans ce qu'ils ont de plus précieux : le droit au travail.

Au cours de discussions récentes dans un Parlement voisin, un sénateur fit un éloge éloquent autant que mérité de nos industries et de nos travailleurs. Mais il essayait en même temps de démontrer, pour obtenir le vote des mesures préconisées contre ce rival « qu'il embrassait pour mieux l'étouffer », qu'il n'y avait point à craindre de mesures de représailles de la part de la

Belgique. « Il n'est pas à craindre, disait-il, qu'en ce qui nous concerne, ce pays renonce au principe du libre échange et, passant au protectionnisme, taxe des produits français. »

C'est à la condition que la Belgique ne se défendra pas, à la condition que les mesures proposées ne pourront entraîner que profits pour ceux qui les proposent, qu'il n'y aura point de « choc en retour », que les mesures de protection réclamées à l'étranger trouveront une majorité pour les voter.

Si l'on entend faire de nos ouvriers des prisonniers, il importera que nous ayons des otages : c'est à ces conditions que nous négocierons des traités de paix honorables et également favorables pour toutes les parties. Nous n'avons pas cru devoir rechercher ces otages dans certains producteurs étrangers, en frappant de droits surélevés les marchandises qu'ils importent en Belgique.

Nous aurons sans doute l'occasion de discuter à bref délai cette question : si des taxes douanières sont justifiées lorsqu'elles frappent des objets que le pays importateur se trouve dans l'impossibilité de produire, nous examinerons si dans cette hypothèse leur seule conséquence n'est pas d'atteindre le consommateur national exclusivement ou pour la plus grande part.

Nous aurons à rechercher dans quelles circonstances elles pourraient s'imposer comme mesures de guerre et, en tels cas, quels sont les produits de luxe qui devraient être frappés de préférence pour faire supporter les frais de la bataille à ceux qui sont le mieux à même de consentir les sacrifices dans l'intérêt général.

Nous avons voulu, en ce qui nous concerne, rechercher des mesures de nature à démontrer le pouvoir de résistance de la Belgique sur un autre terrain et par un autre mode, sans répercussion possible sur nos nationaux, et avec faculté de ne pas atteindre les nationaux des pays restés fidèles aux principes du libre-échange et qui seront disposés à se lier par un traité de commerce stable avec notre pays.

Ces moyens, nous croyons pouvoir les trouver dans les mesures suivantes :

Il ne serait pas difficile de les compléter par d'autres dispositions s'inspirant des mêmes principes sans atteindre rien de ce qui fournit une matière indispensable à notre consommation interne ou à des produits à transformer pour l'exportation.

I. — TAXES DE PUBLICITÉ.

La proposition de taxer les journaux et les livres étrangers a apparû à de nombreuses personnes comme un moyen des plus efficaces pour armer notre Gouvernement. Le journal et le livre français sont encore plus un instrument merveilleux d'influence qu'une marchandise. Le commerce suit bien souvent le littérateur et le journaliste qui ont éveillé les sympathies et facilité les bons rapports.

Le débit des journaux français est considérable en Belgique. Il dépasse celui de tous les journaux de province, et nombre de journaux de la capitale

n'ont pas un tirage égal au débit, dans l'agglomération bruxelloise, d'un seul organe parisien.

Ces journaux entrent en ballots, sont exempts de droits. Ils bénéficient d'avantages nombreux en ce qui concerne les tarifs, la vitesse de transmission, les délais et les formes de délivrance.

Pourrait-on trouver à redire si l'on supprimait certains de ces avantages et si l'on soumettait à nouveau au régime du tarif postal le transport accéléré de ces journaux ; si on traitait le journal et le livre comme on traite en France les produits commerciaux de notre imprimerie, qui sont frappés de véritables droits prohibitifs que les nouveaux tarifs vont encore surélever.

Lorsque l'on connaît la puissance de la presse française, ses attaches avec le Gouvernement, le champ d'exploitation que lui offre notre pays, peut-on douter un seul instant que l'adoption d'un régime qui atteindrait le livre et le journal amènerait immédiatement à réflexions et à transactions.

Si nous ne préconisons pas actuellement de telles mesures, — et c'est une erreur absolue que de soutenir qu'une convention littéraire quelconque s'y opposerait, — c'est que nous estimons que l'on peut atteindre le même but en frappant le journal exclusivement dans sa partie commerciale : l'annonce. Nous ne voulons pas qu'on puisse accuser la Belgique de vouloir taxer ou combattre la pensée française.

L'annonce, c'est la source de fortune de la presse. C'est elle qui attire les acheteurs chez le fabricant qui recourt à son efficacité. Les journaux et les revues contiennent actuellement des suppléments considérables, qui n'ont rien de commun avec la diffusion des idées, mais font office de commis voyageurs permanents. Nous proposons de taxer l'annonce. Force sera au journal, à la revue, soit d'y renoncer dans une édition spéciale pour notre pays — et, en ce cas, ce sera le département de publicité étranger qui en subira tous les effets — ou bien d'acquitter un droit que le lecteur belge ne consentira pas à supporter.

De même se justifie la taxe de ces innombrables catalogues de maisons de nouveautés qui viennent faire la concurrence à nos maisons belges et qui, par un prodige, — auquel l'ingéniosité de certains intermédiaires n'est sans doute pas étrangère, — livrent dans notre pays franchises de ports et droits, moyennant un forfait de 10 %, des marchandises sujettes à droits douaniers de 15 et 20 %.

Pour éviter une interprétation erronée, signalons que nous n'entendons viser que les prix courants et catalogues de marchandises sujettes, elles-mêmes, à droits d'entrée : les catalogues de librairie ne sont pas atteints.

II. — DROITS DE TIMBRE.

Tous ceux qui s'occupent des transactions boursières sur marchés internationaux ont pu se convaincre de la situation favorisée créée aux titres

étrangers : les titres émis en Belgique sont frappés du droit proportionnel du timbre. Ce droit est modéré.

Les émetteurs entendent-ils leur faire franchir la frontière : certains pays y opposent une interdiction absolue, d'autres — telle la France — imposent l'obligation du timbre à un pour cent. Et ce timbre est obligatoire, même si le titre a été volé et introduit contre le gré d'un Belge en France : il ne pourra faire opposition et revendiquer le titre en justice qu'à la condition de payer le droit auquel est assujéti le titre disparu.

Continuer dans ces conditions à exonérer du droit de timbre les titres étrangers serait plus que de la naïveté. Pourquoi favoriser l'importation de nos capitaux là où l'on élève des barrières contre nos produits et ceux qui les créent.

Ajoutons qu'ici encore le droit de timbre n'est pas susceptible de répercussion en Belgique.

III. — PATENTE DES ADMINISTRATEURS ÉTRANGERS DE SOCIÉTÉS BELGES.

Les administrateurs, gérants, etc., de sociétés belges, domiciliés à l'étranger paient actuellement la même patente sur émoluments, bénéfices que nos nationaux.

Ne serait-ce pas ici le lieu d'appliquer, par une saine logique, l'argument que l'on oppose à nos ouvriers qui vont travailler — car eux travaillent et durement à l'étranger, — qu'« ils consomment leur salaire à l'étranger ».

Si des administrateurs étrangers occupent dans nos sociétés belges des fonctions — dont l'exercice se résume souvent, et pas encore chaque année, à assister à une assemblée générale — dont ils justifient l'octroi par la participation des capitaux de leur pays, n'est-il pas équitable de frapper ces capitaux en leur personne ?

Il n'est pas à craindre que cette mesure porte la moindre entrave au recrutement des conseils d'administration : Nous constatons, au contraire, que nombre de conseils d'administration de nos charbonnages voient grandir chaque année la force de l'élément étranger, et certains y voient même un sérieux danger.

IV. — TAXE SUR LES ADJUDICATIONS.

Les Belges sont exclus des adjudications dans la plupart des pays voisins.

Nul n'ignore qu'en France aucun fournisseur ou entrepreneur étranger n'est admis à remettre des offres dans les adjudications publiques.

Mais en revanche on ignore volontiers chez nous, ou du moins on feint d'ignorer, qu'en Allemagne nos industriels sont systématiquement écartés de toutes les adjudications publiques privées.

En Espagne, un décret royal accorde, dans les adjudications publiques, un droit de préférence de 15 % de la valeur des fournitures aux producteurs nationaux.

C'est un véritable ostracisme. Il convient de favoriser les maisons et les industriels belges qui prennent part aux adjudications en Belgique et qui sont trop souvent évincés par des étrangers. Des faits récents ont attiré l'attention sur cette situation dans une grande ville du pays.

L'*Industrie nationale* signalait qu' « ils deviennent chaque jour plus nombreux, les Belges qui, outrés de la manière dont on nous traite dans les pays voisins, préconisent, sans vouloir être accusés de protectionnisme, l'adoption en Belgique de mesures analogues.

» Serait-ce trop demander, et serait-ce mériter d'être accusé de protectionnisme, que de préconiser l'adoption, en Belgique, de mesures analogues ?

» Serait-ce fouler aux pieds les principes du libre-échange, que de réclamer qu'en Belgique, dans toutes les adjudications pour fournitures aux administrations de l'État, des provinces, des communes, aux chemins de fer vicinaux, aux exploitants de concessions accordées par les pouvoirs publics, les commandes soient réservées aux Belges ? »

Nous n'allons pas jusque là : nous nous bornons à une simple taxe.

La concurrence entre Belges — recourant, eux, aux étrangers mais comme leurs fournisseurs — est suffisante pour écarter l'épouvantail que certains ont présenté d'un relèvement des prix par rétrécissement des offres.

*
* * *

Les dispositions de détail en vue d'assurer la perception de ces taxes, étrangères à tout mécanisme de traités *maxima* et *minima*, se trouvent indiquées dans chacun des articles.

Le projet n'a rien de fiscal. Il n'a point pour objet de fournir des ressources nouvelles au Trésor. Son produit sera proportionné à l'intensité de la guerre dirigée contre nos ouvriers.

A défaut de cet objet, les produits des taxes pourraient compenser certains droits d'entrée proposés actuellement au Parlement et qui seraient démontrés devoir atteindre les consommateurs belges ou des matières à transformer pour la réexportation.

Les effets de la proposition pourront en tout cas se limiter par le sort des négociations que nous souhaitons voir aboutir, mais d'ici là il nous paraît indispensable de ne pas oublier complètement l'antique formule :

Si vis pacem, para bellum.

P. WAUWERMANS.

Proposition de loi établissant un fonds spécial pour la protection des ouvriers belges travaillant à l'étranger.

ARTICLE PREMIER.

Les taxes de publicité suivantes sont établies :

1° Une taxe de 5 centimes par exemplaire de journal ou recueil périodique publiés à l'étranger et contenant des annonces, avis ou réclames commerciales relatifs à des produits fabriqués ou à des établissements situés à l'étranger.

Cette taxe sera calculée sur chaque page du journal ou du recueil contenant ces annonces ;

2° Une taxe de 10 centimes par feuille d'impression sur chaque exemplaire de catalogues, prospectus, prix courants, calendriers ou imprimés de réclames analogues, relatifs à des établissements commerciaux situés à l'étranger.

ART. 2.

Aucune émission, souscription ou négociation quelconque d'actions, obligations ou titres de sociétés ayant leur siège social à l'étranger ne pourra être faite en Belgique avant que lesdits titres aient été timbrés à l'extraordinaire.

Ces titres ne pourront être produits en justice, mentionnés dans un acte judiciaire ou extrajudiciaire ou figurer à la cote officielle d'une bourse de com-

Wetsvoorstel houdende vestiging van een bijzonder fonds tot bescherming van Belgische werklieden, in den vreemde arbeidende.

EERSTE ARTIKEL.

De volgende publiciteitsbelastingen worden ingevoerd :

1° Eene belasting van 5 centiemen per exemplaar van een nieuwsblad of van een tijdschrift, in den vreemde uitgegeven en behelzende : aankondigingen, berichten of handelsreclames betreffende gefabriceerde voortbrengselen of inrichtingen, buiten het land gevestigd.

Deze belasting wordt berekend naar elke bladzijde van het nieuwsblad of van het tijdschrift waarin deze aankondigingen zijn opgenomen ;

2° Eene belasting van 10 centiemen per vel druks op elk exemplaar van catalogen, prospectussen, prijscouranten, almanakken of soortgelijk drukwerk voor reclames, betreffende handelsinrichtingen, buiten het land gelegen.

ART. 2.

Geene uitgifte, inschrijving of verhandeling, hoe ook genaamd, van aandelen, schuldbrieven of titels van vennootschappen, hebbende haren zetel in den vreemde, mag in België worden gedaan vóór dat gezegde titels met het buitengewoon zegel zijn bekleed.

Deze titels mogen niet in rechten worden overgelegd, niet worden vermeld in gerechtelijke of buitengerechtelijke akten of opgenomen in de offi-

merce sans qu'il ait été justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Le droit de timbre est fixé à 1 %, de la valeur nominale, avec minimum de 1 franc par titre.

Sont solidairement tenus du paiement du droit, à concurrence de la totalité des titres négociables en Belgique, les sociétés ayant émis des titres et, en ce qui concerne ceux ayant fait l'objet de la transaction, tous ceux qui ont participé à celle-ci.

Il sera perçu, en outre, pour chaque contravention, une amende de 25 francs à charge de toute personne ayant pris part à la transaction.

ART. 3.

Il sera perçu, à charge des administrateurs, gérants, directeurs, commissaires, ou autres personnes exerçant des fonctions analogues, de sociétés ayant leur siège social en Belgique et domiciliés à l'étranger, un droit de patente spécial égal au montant du principal de la patente établie au profit de l'État.

La société est solidairement tenue du paiement de la patente avec les personnes désignées dans le paragraphe précédent.

ART. 4.

Il sera perçu, à charge des industriels et commerçants établis à l'étranger, un droit calculé à raison de 2 % du montant des commandes et adjudications publiques qui leur auront été accordées par l'État, les provinces, les communes et les administrations publiques belges.

Ce droit sera retenu sur le montant

ciciele noteering eener handelsbeurs, zoolang het niet blijkt dat die formaliteit is vervuld.

Het zegelrecht wordt bepaald op 1 t. h. van de nominale waarde, met een minimum van 1 frank per titel.

Zijn hoofdelijk gehouden om het recht te betalen, tot bedrag van al de in België verhandelbare titels, de vennootschappen welke de titels hebben uitgegeven en, wat betreft de verhandelde titels, allen die aan deze verrichting deelnamen.

Bovendien wordt voor elke overtreding eene boete van 25 frank geheven ten laste van elken persoon, in de verhandeling betrokken.

ART. 3.

Ten laste van de beheerders, zaakvoerders, bestuurders, commissarissen of andere personen die soortgelijke bediening waarnemen bij in België gevestigde vennootschappen en die hunne woonplaats in den vreemde hebben, wordt geheven een bijzonder patentrecht gelijkstaande met de hoofdsom van het patent ten bate van den Staat.

De vennootschap is, met de personen aangewezen in het vorige lid, hoofdelijk gehouden om het patent te betalen.

ART. 4.

Ten laste van de in den vreemde gevestigde nijverheidsmensen en handelaars wordt geheven een recht berekend naar de verhouding van 2 t. h. op het bedrag der bestellingen en openbare aanbestedingen, hun gegund door den Staat de provinciën, de gemeenten en de openbare besturen van België.

Dat recht wordt afgehouden van de

du premier acompte revenant au bénéficiaire et versé par le débiteur à la décharge de celui-ci.

ART. 5.

Le produit des taxes ci-dessus sera versé à un fonds spécial. Ce fonds sera affecté à toutes mesures propres à assurer la protection des ouvriers et employés belges momentanément établis à l'étranger, et notamment à leur rembourser, en tout ou partie, par voie de subsides ou autrement, les taxes et impôts spéciaux qu'ils justifieraient avoir acquittés à l'étranger à raison de leur résidence ou travail temporaire.

ART. 6.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les taxes ci-dessus ne seront pas perçues dans les relations avec les pays où il sera justifié que les ouvriers et employés de nationalité belge sont complètement assimilés aux nationaux et n'ont à subir aucune charge particulière à raison de leur qualité d'étrangers ou d'une résidence temporaire.

eerste som op rekening, aan den begunstigde toekomende en door den schuldenaar ter ontlasting van dezen gestort.

ART. 5.

De opbrengst van bovengenoemde belastingen wordt in een bijzonder fonds gestort. Dit fonds wordt benuttigd tot het nemen van alle maatregelen van aard om de bescherming van de tijdelijk in den vreemde gevestigde Belgische werklieden en bedienden te verzekeren en, inzonderheid, om hun geheel of gedeeltelijk terug te geven, door middel van toelagen of anderszins, de bijzondere heffingen en belastingen die zij mochten bewijzen te hebben betaald in het buitenland, wegens hun tijdelijk verblijven of arbeiden aldaar.

ART. 6.

In afwijking van voorgaande bepalingen, worden de hierboven bedoelde belastingen niet geheven waar het geldt landen waarin werklieden en bedienden van Belgische afkomst volkomen worden gelijkgesteld met de inboorlingen en niet zijn onderworpen aan eenigen bijzonderen last wegens hunne hoedanigheid van vreemdeling of wegens een tijdelijk verblijf.

WAUWERMANS.

BÔVAL.

DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

GILLÈS DE PELICHY.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 MAART 1910.

Wetsvoorstel houdende vestiging van een bijzonder fonds tot bescherming van Belgische werklieden, in den vreemde arbeidende.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Een stroom van handelsbescherming schijnt over sommige naburige landen gekomen, waar België tot nu toe belangrijke vertierwegen vond.

Men wil hinderpalen opwerpen om niet alleen de Belgische voortbrengselen, maar ook het Belgische werk, zelfs waar het zich in den vreemde uitbreidt, te weren.

Het is hier niet de plaats om te redeneeren over de theoriën van handelsbescherming of van vrijhandel, noch om te wijzen op de noodlottige gevolgen van elken toeloorlog, gestreden met wapens, bestaande in steeds hooger opgevoerde tarieven. Nog minder zullen wij aantoonen hoe groote economische dwaalleer men volgt, door de markt te sluiten voor het aanbod van armen dáár, waar de vermindering van het geboortecijfer de nationale nijverheid plaatst in een klaarblijkelijken staat van minderheid, in streken van nijverheid en landbouw waar zich de moeilijkheid voordoet het personeel van werklieden te werven.

Wij willen een practisch werk verrichten : de Belgische belangen en bovenal de Belgische werklieden verdedigen tegen maatregelen die hen konden treffen in wat zij het dierbaarst bezitten : het recht van werken.

In den loop van onlangs gehouden besprekingen in een naburig Parlement, hield een senator eene even fraaie als welverdiende lofspraak over onze nijverheid en onze werklieden. Maar, terzelfder tijd, trachtte hij, ten einde de voorgestelde maatregelen te zien aannemen tegen dien mededinger, « dien hij omhelsde om hem beter te kunnen dooddrukken », te doen

gelooven, dat men van de zijde van België geene maatregelen van weeraak had te duchten. « Men moet niet vreezen, zegde hij, dat wat ons betreft, dit land zal afzien van het beginsel van den vrijhandel, en dat het, overgaande tot de handelsbescherming, Fransche voortbrengselen zal belasten. »

Slechts op voorwaarde dat België zich niet verdedigt, op voorwaarde dat de voorgestelde maatregelen enkel voordeel opleveren voor hen die ze voorstellen, en er geen « terugstoot » wordt gegeven, zullen deze maatregelen van bescherming, in den vreemde gevraagd, eene meerderheid vinden, die ze stemmen zal.

Wil men van onze werklieden gevangenen maken, dan moeten wij gijzelaars hebben; alleen op die wijze zullen wij vredetractaten sluiten die eervol en voor alle partijen even voordeelig zijn.

Wij hebben niet gemeend die gijzelaars te moeten zoeken in sommige vreemde voortbrengers, door de waren, die zij in België invoeren, met verhoogde rechten te treffen.

Zeker zullen wij binnenkort de gelegenheid vinden tot behandeling van de vraag : of toltarieven gerechtigd zijn wanneer zij voorwerpen treffen die het land, dat ze invoert, onmogelijk zelf kan voortbrengen; wij zullen onderzoeken of, in die veronderstelling, hun eenig gevolg niet zou zijn uitsluitend of grootendeels den nationalen verbruiker te treffen.

Wij zullen moeten navorschen in welke omstandigheden men er toe zou moeten overgaan als maatregel van oorlog, en, in zoodanig geval, welke de artikelen van weelde zijn die bij voorkeur moeten worden getroffen om de oorlogskosten te doen dragen door hen, die het best in staat zijn zich opofferingen te getroosten in het algemeen belang.

Wat ons betreft, wij hebben maatregelen willen opzoeken geschikt om het tegenstandsvermogen van België aan te toonen, op een ander terrein en op eene andere wijze, zonder mogelijken terugslag op onze landslieden, en met bevoegdheid om niet te treffen de burgers van de landen, die getrouw bleven aan de beginselen van den vrijhandel en die bereid zijn zich door een tractaat van duurzamen handel met België te binden.

Deze middelen meenen wij te hebben gevonden in de navolgende maatregelen.

Het ware niet moeilijk ze aan te vullen met bepalingen uitgaande van dezelfde beginselen, zonder iets te treffen wat een onmisbaar product uitmaakt voor ons eigen gebruik of voortbrengselen die voor den uitvoer kunnen worden omgezet.

I. — PUBLICITEITSBELASTINGEN.

Het voorstel eene belasting te leggen op de vreemde dagbladen en boeken scheen aan vele personen een der beste middelen om onze Regeering te wapenen. Het Fransche dagblad en het Fransche boek kunnen nog beter dan

eene koopwaar dienen als een uitstekend middel om invloed uit te oefenen. De handel volgt dikwijls den letterkundige en den dagbladschrijver, die de goede gezindheid hebben opgewekt en de goede betrekkingen vergemakkelijkt.

De verkoop van Fransche dagbladen is aanzienlijk in België. Hij overtreft dien van al de dagbladen uit de provincie, en tal van dagbladen uit de hoofdstad hebben geen aftrek, te vergelijken met den verkoop, in den Brusselschen omtrek, van één enkel Parijsch blad.

Deze dagbladen komen binnen in balen en zijn vrij van rechten.

Zij genieten groote voorrechten wat betreft de tarieven, de snelheid van vervoer, de tijden en de wijzen van levering.

Zou men aanmerkingen kunnen maken indien men eenige van die voorrechten afschafte en indien men opnieuw het versneld vervoer van die dagbladen onderwierp aan het posttarief; indien men het dagblad en het boek behandelde, zooals men in Frankrijk behandelt de handelsvoortbrengselen van onze drukkunst, die met echte verbodsrechten zijn bezwaard, welke rechten door de nieuwe tarieven nog hooger zullen worden?

Indien men de macht kent van de Fransche pers, hare betrekkingen met de Regeering en het wijde veld van exploitatie haar door ons land aangeboden, zou men er dan een oogenblik aan kunnen twijfelen of het invoeren van een stelsel, dat het boek en het dagblad zou treffen, niet onmiddellijk moest leiden tot nadenken en tot minnelijke schikking?

Indien wij niet heden zulke maatregelen aanbevelen — en men houdt volkomen ten onrechte staande dat eene letterkundige overeenkomst, welke ook, zich daartegen verzet, — dan is het omdat wij meenen dat men hetzelfde doel kan bereiken door het dagblad uitsluitend te treffen in zijn handelsgedeelte : de advertenties. Wij willen niet dat men België zou kunnen beschuldigen de Fransche gedachte te willen belasten of bestrijden.

De advertentie is de bron van fortuin van de drukpers. Door haar worden de koopers gelokt bij den fabrikant die zijn toevlucht neemt tot hare openbaarheid. De dagbladen en de tijdschriften behelzen tegenwoordig aanzienlijke bijlagen, die niets gemeen hebben met de verspreiding van denkbeelden, maar dienst doen als bestendige handelsreizigers. Wij stellen voor, eene belasting te heffen op de advertentie. Het dagblad, het tijdschrift zullen gedwongen zijn er van af te zien, in eene bijzondere uitgave voor ons land — en, in dit geval, zal alleen het departement van buitenlandsche publiciteit er al de gevolgen van dragen — of wél een recht te betalen dat de Belgische lezer niet zal willen kwijten.

Ditzelfde geldt voor het belasten van die tallooze catalogen van modewinkels die met onze Belgische huizen in mededinging komen en die door een wonder — waaraan de behendigheid van sommige tusschenpersonen voorzeker niet vreemd is — in ons land afleveren, vrij van vracht en rechten, tegen eene vaste som van 10 t. h., koopwaren welke onderhevig zijn aan 15 en 20 t. h. tolrechten.

Om alle misverstand te voorkomen, zij gezegd dat wij hier alleen bedoelen de prijscouranten en catalogen van koopwaren, die zelf aan inkomende rechten onderworpen zijn : de catalogen van boekhandel worden niet getroffen.

II. — ZEGELRECHTEN.

Al degenen die zich bezighouden met beursverhandelingen op internationale markten hebben zich kunnen overtuigen van den bevoorreen toestand aan vreemde titels gemaakt : de in België uitgegeven titels zijn onderworpen aan het geëvenredigd zegelrecht. Dit recht is matig.

Wil men die titels de grenzen doen overtrekken, dan ontmoeten zij in sommige landen een volstrekt verbod, in andere — zooals Frankrijk — zijn zij onderhevig aan een zegelrecht van één ten honderd. En dat recht is verschuldigd, zelfs wanneer de titel gestolen werd en tegen den wil van een Belg in Frankrijk ingevoerd : de Belg kan daartegen niet opkomen noch den titel in rechten terugvorderen, dan op voorwaarde het recht te betalen waaraan de verdwenen titel onderworpen is.

In deze gegevens, de vreemde titels vrijstellen van het zegelrecht, ware al te onnoozel. Waarom zouden wij den uitvoer van onze kapitalen in de hand werken, dáár waar men hinderpalen zoekt op te werpen tegen onze voortbrengselen en tegen hen die ze voortbrengen?

En ook hier, voegen wij er bij, is het zegelrecht in België niet vatbaar voor terugslag.

III. — PATENTRECHT DER VREEMDE BEHEERDERS VAN BELGISCHE VENNOOTSCHAPPEN.

De beheerders, zaakvoerders, enz., van Belgische vennootschappen, en die hunne woonplaats in den vreemde hebben, betalen thans hetzelfde patent op ambtsvoordeelen of gewin als onze landslieden.

Zou men hier niet, als gezonde logica, kunnen toepassen het argument dat men altijd tegenhoudt aan onze werklieden die gaan arbeiden — want zij arbeiden, en zwaar, in den vreemde, — dat « zij hun loon in den vreemde verteren ».

Bekleeden vreemde beheerders in onze Belgische vennootschappen bedieningen — waarvan de uitoefening zich dikwijls bepaalt, en dat nog niet eens ieder jaar, tot het bijwonen van eene algemeene vergadering — waarvan zij de verleening billijken door de deelneming der kapitalen van hun land, is het dan niet rechtvaardig die kapitalen te treffen in hunnen persoon?

Men moet niet vreezen, dat deze maatregel in het minst de aanwerving zal belemmeren der raden van beheer : wij stellen, integendeel, vast dat vele raden van beheer onzer kolenmijnen ieder jaar het vreemde element in macht zien toenemen en sommigen zien daarin zelfs een ernstig gevaar.

IV. — BELASTING OP DE AANBESTEDINGEN.

De Belgen zijn van de aanbestedingen uitgesloten in het meerendeel der naburige landen.

Niemand is hiervan onkundig, dat in Frankrijk geen enkele vreemde leverancier of aannemer wordt toegelaten een bod te doen bij de openbare aanbestedingen.

Maar, daarentegen, is men bij ons gaarne onkundig of men geeft voor het te zijn, hiervan : dat in Duitschland onze industrieelen stelselmatig worden uitgesloten van alle openbare of bijzondere aanbestedingen.

In Spanje verleent een koninklijk decreet, bij de openbare aanbestedingen, aan de inlandsche voortbrengers een recht van voorkeur van 15 t. h. der waarde van de leveranties.

Het is een waar ostracisme. Men zou de Belgische huizen en de Belgische nijveraars moeten begunstigen, die deelnemen aan de aanbestedingen in België en die maar al te dikwijls op zijde worden gezet door vreemden.

Onlangs voorgekomen feiten trokken de aandacht op dezen toestand in eene groote stad van ons land.

De « *Industrie nationale* » wees er op dat zij bij den dag talrijker worden, de Belgen die, verontwaardigd over de wijze waarop wij in naburige landen worden behandeld, er voor zijn, zonder van handelsbescherming beschuldigd te willen worden, dat men in België soortgelijke maatregelen zou nemen.

Ware het te veel gevergd en zou men verdienen van handelsbescherming te worden beschuldigd, indien men verlangde dat in België soortgelijke maatregelen werden genomen?

Zou men de beginselen van den vrijhandel met voeten treden door te eischen dat in België, bij alle aanbestedingen voor leveranties aan de besturen van den Staat, de provinciën, de gemeenten, aan de buurtspoorwegen, aan de houders van vergunningen door de openbare machten verleend, de bestellingen worden voorbehouden aan de Belgen? »

Wij gaan zoo verre niet : wij bepalen ons tot eene eenvoudige belasting.

De mededinging tusschen Belgen — die, zij, zich wenden tot de vreemden, maar als hunne leveranciers — is voldoende om het schrikbeeld te weren dat sommigen vertoonden : eene verhooging van prijs door eene vermindering van aanbod.

. . .

De kleinere bepalingen met het oog op de inning dier belastingen, welke vreemd zijn aan elke samenstelling van tractaten maxima en minima, vindt men aangewezen in elk der artikelen.

Het voorstel heeft niets fiscaals. Het bedoelt volstrekt niet nieuwe geldmiddelen aan de Schatkist te bezorgen. Zijne opbrengst zal afhangen van de hevigheid van den strijd tegen onze werklieden gericht.

Bij gebreke ze daarvoor te besteden, zou de opbrengst der belasting

kunnen dienen voor vergoeding van sommige inkomende rechten, thans voorgesteld in het Parlement en die zouden blijken de Belgische verbruikers te moeten treffen, of voor artikelen, die voor den wederuitvoer konden worden omgezet.

De gevolgen van het voorstel zouden, in elk geval, kunnen worden beperkt door den uitslag der onderhandelingen die wij wenschen tot een goed einde gebracht te zien, doch, tot daartoe, schijnt het ons onmisbaar niet geheel de antieke zegswijze te vergeten :

Si vis pacem, para bellum.

P. WAUWERMANS.

Proposition de loi établissant un fonds spécial pour la protection des ouvriers belges travaillant à l'étranger.

ARTICLE PREMIER.

Les taxes de publicité suivantes sont établies :

1^o Une taxe de 5 centimes par exemplaire de journal ou recueil périodique publiés à l'étranger et contenant des annonces, avis ou réclames commerciales relatifs à des produits fabriqués ou à des établissements situés à l'étranger.

Cette taxe sera calculée sur chaque page du journal ou du recueil contenant ces annonces ;

2^o Une taxe de 10 centimes par feuille d'impression sur chaque exemplaire de catalogues, prospectus, prix courants, calendriers ou imprimés de réclames analogues, relatifs à des établissements commerciaux situés à l'étranger.

ART. 2.

Aucune émission, souscription ou négociation quelconque d'actions, obligations ou titres de sociétés ayant leur siège social à l'étranger ne pourra être faite en Belgique avant que lesdits titres aient été timbrés à l'extraordinaire.

Ces titres ne pourront être produits en justice, mentionnés dans un acte judiciaire ou extrajudiciaire ou figurer à la cote officielle d'une bourse de com-

Wetsvoorstel houdende vestiging van een bijzonder fonds tot bescherming van Belgische werklieden, in den vreemde arbeidende.

EERSTE ARTIKEL.

De volgende publiciteitsbelastingen worden ingevoerd :

1^o Eene belasting van 5 centiemen per exemplaar van een nieuwsblad of van een tijdschrift, in den vreemde uitgegeven en behelzende aankondigingen, berichten of handelsreclames betreffende gefabriceerde voortbrengselen of inrichtingen, buiten het land gevestigd.

Deze belasting wordt berekend naar elke bladzijde van het nieuwsblad of van het tijdschrift waarin deze aankondigingen zijn opgenomen ;

2^o Eene belasting van 10 centiemen per vel druks op elk exemplaar van catalogen, prospectussen, prijscouranten, almanakken of soortgelijk drukwerk voor reclames, betreffende handelsinrichtingen, buiten het land gelegen.

ART. 2.

Geene uitgifte, inschrijving of verhandeling, hoe ook genaamd, van aandelen, schuldbrieven of titels van vennootschappen, hebbende baren zetel in den vreemde, mag in België worden gedaan voordat gezegde titels met het buitengewoon zegel zijn bekleed.

Deze titels mogen niet in rechten worden overgelegd, niet worden vermeld in gerechtelijke of buitengerechtelijke akten of opgenomen in de offi-

merce sans qu'il ait été justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Le droit de timbre est fixé à 1 % de la valeur nominale, avec minimum de 1 franc par titre.

Sont solidairement tenus du paiement du droit, à concurrence de la totalité des titres négociables en Belgique, les sociétés ayant émis des titres et, en ce qui concerne ceux ayant fait l'objet de la transaction, tous ceux qui ont participé à celle-ci.

Il sera perçu, en outre, pour chaque contravention, une amende de 25 francs à charge de toute personne ayant pris part à la transaction.

ART. 3.

Il sera perçu, à charge des administrateurs, gérants, directeurs, commissaires, ou autres personnes exerçant des fonctions analogues, de sociétés ayant leur siège social en Belgique et domiciliés à l'étranger, un droit de patente spécial égal au montant du principal de la patente établie au profit de l'État.

La société est solidairement tenue du paiement de la patente avec les personnes désignées dans le paragraphe précédent.

ART. 4.

Il sera perçu, à charge des industriels et commerçants établis à l'étranger, un droit calculé à raison de 2 % du montant des commandes et adjudications publiques qui leur auront été accordées par l'État, les provinces, les communes et les administrations publiques belges.

Ce droit sera retenu sur le montant

cieele noteering eener handelsbeurs, zoolang het niet blijkt dat die formaliteit is vervuld.

Het zegelrecht wordt bepaald op 1 t. h. van de nominale waarde, met een minimum van 1 frank per titel.

Zijn hoofdelijk gehouden om het recht te betalen, tot bedrag van al de in België verhandelbare titels, de vennootschappen welke de titels hebben uitgegeven en, wat betreft de verhandelde titels, allen die aan deze verrichting deelnamen.

Bovendien wordt, voor elke overtreding, eene boete van 25 frank geheven ten laste van elken persoon, in de verhandeling betrokken.

ART. 3.

Ten laste van de beheerders, zaakvoerders, bestuurders, commissarissen of andere personen die soortgelijke bediening waarnemen bij in België gevestigde vennootschappen en die hunne woonplaats in den vreemde hebben, wordt geheven een bijzonder patentrecht gelijkstaande met de hoofdsom van het patent ten bate van den Staat.

De vennootschap is, met de personen aangewezen in het vorige lid, hoofdelijk gehouden om het patent te betalen.

ART. 4.

Ten laste van de in den vreemde gevestigde nijverheidsmannen en handelaars wordt geheven een recht berekend naar de verhouding van 2 t. h. op het bedrag der bestellingen en openbare aanbestedingen, hun gegund door den Staat, de provinciën, de gemeenten en de openbare besturen van België.

Dat recht wordt afgehouden van de

du premier acompte revenant au bénéficiaire et versé par le débiteur à la décharge de celui-ci.

ART. 5.

Le produit des taxes ci-dessus sera versé à un fonds spécial. Ce fonds sera affecté à toutes mesures propres à assurer la protection des ouvriers et employés belges momentanément établis à l'étranger, et notamment à leur rembourser, en tout ou partie, par voie de subsides ou autrement, les taxes et impôts spéciaux qu'ils justifieraient avoir acquittés à l'étranger à raison de leur résidence ou travail temporaire.

ART. 6.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les taxes ci-dessus ne seront pas perçues dans les relations avec les pays où il sera justifié que les ouvriers et employés de nationalité belge sont complètement assimilés aux nationaux et n'ont à subir aucune charge particulière à raison de leur qualité d'étrangers ou d'une résidence temporaire.

eerste som op rekening, aan den begunstigde toekomende en door den schuldenaar ter ontlasting van dezen gestort.

ART. 5.

De opbrengst van bovengenoemde belastingen wordt in een bijzonder fonds gestort. Dit fonds wordt benuttigd tot het nemen van alle maatregelen van aard om de bescherming van de tijdelijk in den vreemde gevestigde Belgische werklieden en bedienden te verzekeren en, inzonderheid, om hun geheel of gedeeltelijk terug te geven, door middel van toelagen of anderszins, de bijzondere heffingen en belastingen die zij mochten bewijzen te hebben betaald in het buitenland, wegens hun tijdelijk verblijven of arbeiden aldaar.

ART. 6.

In afwijking van voorgaande bepalingen, worden de hierboven bedoelde belastingen niet geheven waar het geldt landen waarin werklieden en bedienden van Belgische afkomst volkomen worden gelijkgesteld met de inboorlingen en niet zijn onderworpen aan eenigen bijzonderen last wegens hunne hoedanigheid van vreemdeling of wegens een tijdelijk verblijf.

WAUWERMANS.

BÔVAL.

DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

GILLÈS DE PELICHY.

